



## Déclaration liminaire de la FSU-CGT CDEN du mercredi 15 avril 2020

Mme la préfète,  
M. le président du conseil départemental,  
M. l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Depuis l'annonce de la fermeture des écoles et établissements scolaires, les enseignant-es travaillent sans relâche afin de maintenir un lien scolaire avec leurs élèves. Ils et elles font preuve d'un investissement considérable pour adapter à distance leurs pratiques pédagogiques et s'adapter à une multitude d'outils numériques pas toujours performants, mettant en évidence le manque d'investissements publics en la matière.

Par ailleurs, les collègues s'efforcent de maintenir un contact téléphonique avec les familles, en utilisant leur téléphone et forfait personnels. Plus qu'une continuité scolaire, il s'agit d'une continuité humaine : maintenir un lien avec les familles, notamment celles dont les difficultés sociales ou familiales sont exacerbées par le confinement. Cela met bien en évidence le caractère indispensable d'une présence physique humaine et professionnelle auprès des élèves de la maternelle au baccalauréat. Pour toutes ces raisons, parler de «continuité pédagogique» a pu, dans un premier temps, paraître rassurant mais s'est très vite montré, et demeure chimérique. Non, nous ne pouvons pas dire, ni laisser dire que l'école était prête.

Aujourd'hui, le ministre annonce un soutien scolaire à distance pendant les vacances. Si le lien éducatif a été maintenu avec les élèves dans la période de confinement, l'école s'est arrêtée le 13 mars. Prétendre résoudre à distance des difficultés scolaires est un leurre, la communication ministérielle, comme souvent, est donc en total décalage avec la réalité. Nous rappelons ici ce que nos organisations ont écrit conjointement avec la FCPE au ministre : la coupure des vacances est nécessaire pour toutes et tous : élèves, parents et personnels.

De plus, après les annonces présidentielles ce lundi 13 avril et de cette rentrée "progressive" prévue pour le 11 mai, de nombreuses questions et inquiétudes de la part de nos collègues, mais aussi des familles, se multiplient sur sa pertinence et sa faisabilité... La FSU/CGT insiste sur la nécessité absolue de prévention et de protections matérielles sanitaires (tests, masques, gel...) afin de garantir la santé des élèves et des personnels et d'éviter de relancer l'épidémie dans un espace confiné que représente l'école.

Un grand nombre de collègues s'est porté volontaire pour assurer l'accueil des enfants des personnels soignants. Assurer leur protection et limiter la diffusion du virus nécessitent des moyens de protection. La réaction tardive, mitigée et insuffisante du gouvernement sur le sujet des masques a mis en danger les soignant-es sous-équipé-es, mais aussi ces personnels volontaires et plus largement toute la population ! Les masques annoncés par le ministère sont arrivés dans les établissements, mais aucune information n'est parvenue sur un rythme de livraison permettant de garantir la protection pendant toute la période du confinement...

Aujourd'hui, nous payons des années de casse du Service Public qui ne pourra être compensée par le seul engagement des personnels : manque de crédit, de matériel et de personnels, précarisation, manque de préparation et d'informations fiables, manque de concertation... Le gouvernement doit en prendre acte et redonner aux services publics les moyens, de fonctionner et d'assurer leurs missions. Il est urgent de revaloriser les salaires, et de remettre en œuvre les outils (CHSCT, CAP) qui garantissent le respect de leurs droits en terme de santé et de sécurité au travail et de gestion de leur carrière ou droit à mutation. Plus largement, des mesures immédiates et à plus long terme, doivent être prises pour plus de justice sociale dans un contexte d'urgence écologique. C'est l'objet de la tribune-pétition «Plus jamais ça, préparons le jour d'après» portée par 15 organisations associatives et syndicales dont la FSU et la CGT.

Venons-en maintenant à la carte scolaire dans le premier degré :

Les représentants de la FSU-CGT sont satisfaits de cette nouvelle dotation ministérielle de postes qui va éviter des fermetures de classes et permettre de maintenir un service public d'éducation de proximité dans certaines communes rurales.

Mais il ne faut pas oublier que l'école a besoin aussi de moyens qui sont encore insuffisants à l'heure actuelle, et qui seront d'autant plus indispensables à l'issue du confinement. C'est pourquoi nous pensons que l'éducation prioritaire, les RASED, le remplacement, l'enseignement spécialisé, les plus de maîtres que de classes, doivent aussi être renforcés.

En pleine crise sanitaire, ce coup de pouce budgétaire va faciliter la préparation de la prochaine rentrée scolaire, sans toutefois résoudre toutes les inégalités. Il démontre qu'une ouverture des vannes budgétaires est donc bien possible. Cet élan doit s'amplifier et s'inscrire dans une démarche d'amélioration durable pour le service public d'éducation.

Pour le second degré, les rares documents concernant la rentrée 2020 sont identiques à ceux présentés lors du groupe de travail sur les DGH. Celles-ci ne correspondent pas toujours à ce qui a été voté en CA et devront être revues d'ici juillet. De plus, certains effectifs par divisions restent très élevés, et cela concerne toujours les mêmes établissements. Pour ne pas simplifier la tâche, les pourcentage d'HSA augmentent encore dans le département. Les effectifs en SEGPA sont trop lourds et laissent à leur porte de nombreux élèves éligibles et désireux d'y rentrer. Il faut ouvrir de nouvelles classes en SEGPA et recruter du personnel à hauteur des besoins. Dans ce contexte, que penser de la volonté de fermer une division de 6ème en EREA ?

Par ailleurs, nous sommes très inquiet-es des conditions de rentrée particulière en septembre. Plus que jamais, au vu des semaines d'enseignement faites dans des conditions très difficiles et inégalitaires, nous demandons une baisse de tous les seuils par divisions. La situation exceptionnelle l'exige. Cela permettra de redonner confiance et dynamisme à tous les élèves, en particulier aux plus fragiles. Peu auront bien vécu ce confinement. Cela donnera également l'occasion aux enseignant-es d'avoir des conditions de travail décentes leur permettant de consolider les acquis.

Par ailleurs, nous nous étonnons de l'absence de documents émanant du conseil départemental et notamment sur la question du numérique, alors que le matériel fait défaut à des centaines d'élèves dans le département, creusant encore plus ces inégalités dénoncées très régulièrement par les enquêtes européennes type PISA. Nous ajoutons que la crise sanitaire a mis en lumière d'autres besoins : les personnels ne veulent plus s'équiper à leur frais en matériel qu'ils utilisent tous les jours pour leur travail ou télétravail.

Enfin, nous regrettons fortement les départs successifs des médecins de prévention du rectorat. Les relations de confiance, l'intégrité et la rigueur de leur travail vont manquer aux personnels, plus encore dans ce contexte lourd et anxiogène.